



Communiqué inter-organisations suite aux événements du jeudi 12 mai 2016

Face à un enjeu politique sans précédent que représente la casse du Code du Travail, c'est 150 ans d'acquis sociaux qui sont piétinés par un gouvernement inféodé aux ordres du Capital et du patronat.

L'arme absolue est alors brandie : le 49-3. Si ce dernier apparaît bien dans la constitution, il n'en apparaît pas moins d'une violence inouïe de la part d'un gouvernement qui se dit de gauche. Cette violence est ressentie par beaucoup comme un totalitarisme inacceptable.

Prenons garde que si ces dérives devaient perdurer, cela laisserait le champ libre à une extrême droite prête à ouvrir en grand la porte d'une dictature pour museler le peuple. Aujourd'hui, c'est bien ce même peuple qui peut et doit reprendre le pouvoir.

La réaction est à la hauteur de l'écoeurement d'une population qui refuse le diktat à plus de 75% et la mobilisation spontanée du 10 mai en est l'illustration. Le peuple ulcéré a fait du 12 mai une réussite après l'annonce du vote de la loi et sa présence devant les deux permanences des députés socialistes Régis Juanico et Jean-Louis Gagnaire se voulait déterminé pour leur rappeler de qui ils tenaient leur mandat.

NI CASSEURS NI VOYOUS !

Mais des manifestants déterminés à faire entendre leur colère malgré les provocations de la BAC infiltrant les manifestations. C'est bien leur détermination et leur sens des responsabilités qui a permis que ces « provocateurs » soient sortis des rangs de la manifestation. Cette attitude est d'autant plus irresponsable de la part des forces de l'ordre que la veille, le préfet en personne, devant la CGT, affirmait sa volonté d'apaisement. Alors nous le redisons haut et fort : qui est irresponsable ?

MAIS EN COLÈRE ET DÉTERMINÉS !

Comment en vouloir à cette jeunesse désespérée à qui ce gouvernement enlève toute perspective d'avenir, de montrer à travers une action symbolique, tant sa colère que sa détermination. Encore une fois, tout se serait bien passé sans l'intervention policière d'une brutalité gratuite en cognant cette jeunesse pour un déploiement de banderole au balcon de la permanence de Jean-Louis Gagnaire, qui nous le rappelons a soutenu le 49-3 et la loi travail. Comment appeler un État qui frappe sur sa jeunesse et qui piétine la démocratie ?

Nous tenons à rappeler que l'action a été symbolique et qu'aucune dégradation de la permanence n'a été faite. Cependant, la répression a été disproportionnée face à un appel à l'aide d'une jeunesse désanchantée. En effet, quatre de nos camarades ont été arrêtés alors qu'ils déployaient pacifiquement une banderole condamnant les trahisons du député Jean-Louis Gagnaire. La police, déjà présente sur les lieux de la permanence, a laissé l'acte se commettre pour ensuite interpeller les quatre jeunes, armes en joue pointées sur leur tête. Ensuite, plusieurs violences physiques et des menaces de mort ont été commises par les « gardiens de la paix » à l'égard de nos camarades.

Au même moment, dans la rue, les manifestants ont repoussé une horde de CRS - matraques, gazeuses et boucliers aux poings - alors que le peuple protestait contre ces excès de zèle de la part de la BAC. Alors qu'à Saint-Étienne, aucune casse n'a été faite depuis le début du mouvement, les réactions de la police laissent supposer une volonté de provocation.

Les sanctions juridiques face à cet acte de résistance peuvent être lourdes. Nous affirmons notre soutien indéfectible aux quatre jeunes poursuivis pour un acte politique symbolique fort dénonçant la dérive totalitaire de notre gouvernement.

N'attendons plus et agissons tout de suite. Tous dans la rue le 17 et le 19 mai car ni casseurs ni voyous mais en colère et déterminés pour faire retirer cette loi et redonner le pouvoir au peuple !

Premiers signataires :

Organisation de Solidarité Étudiante (OSE)

Union des Étudiants Communistes 42 et Union des Étudiants Communistes (organisation nationale - UEC)

Union Locale CGT de Saint-Étienne et CGT 42

Jeunes Communistes 42 et le Mouvement Jeunes Communistes de France (organisation nationale – MJCF)

Ensemble ! 42

Parti Communiste Français 42 (PCF)

Loi Travail : Non Merci 42

Comité des Intermittents Précaires (CIP)

Union Nationale des Étudiants de France 42 (UNEF)

#OnPeutVivreMieux

Réseau Citoyen

Collectif Truc-Machin

Confédération Nationale du Travail 42 (CNT)

Union Nationale Lycéenne 42 (UNL)

Parti de Gauche 42 (PG)

Comité Antifasciste Saint-Étienne

Collectif pour la solidarité entre les peuples et contre les guerres impérialistes

Fédération Syndicale Unitaire 42 (FSU)